

Séance ordinaire du lundi 26 juillet 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-six juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et enfant dans la Ville

Présents :

Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Elodie BRUN-MANDON, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Elodie BRUN-MANDON, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Catherine RIBOT

Crèche Joséphine Baker - Avenant de prolongation à la convention de Délégation de Service Public - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Située en plein cœur de la ZAC Ovalie, la crèche Joséphine-Baker est un établissement municipal d'accueil du jeune enfant qui offre une capacité de 60 places en accueil collectif et de 9 places en accueil familial.

En 2012, le Conseil municipal a décidé de confier la gestion de la crèche Joséphine-Baker dans le cadre d'une Délégation de Service Public (DSP) à la Mutualité Française de l'Hérault pour une durée initiale de 3 ans à compter du 1^{er} septembre 2012.

Au terme de ce premier contrat, le Conseil municipal a autorisé le renouvellement de la DSP puis, par délibération du 23 juillet 2015, a confié l'exploitation de la crèche à la société People&Baby pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} septembre 2015.

Dans un contexte de crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, le délégataire People&Baby a fait part à la collectivité d'une perte d'exploitation ayant affecté de manière significative l'exercice 2020. En effet, conformément aux directives gouvernementales, la crèche Joséphine-Baker a été dans l'obligation de suspendre l'accueil des enfants du 16 mars au 10 mai 2020 puis de limiter l'accueil à 10 enfants par section du 11 mai au 19 juin 2020 inclus.

La cessation d'activité et la réouverture progressive et échelonnée pendant cette période de plusieurs mois sur l'année 2020 ont par conséquent fortement impacté les recettes du délégataire (prestation de service unique CAF, paiement des familles et participation de la Ville établie dans le cadre de la convention de DSP) qui résultent entièrement du nombre d'heures facturées aux familles.

Cette perte de recettes est estimée à 220 974 euros sur l'année 2020 et a conduit à un déficit d'exploitation de 41 700 euros. Or, en référence aux impacts financiers de la crise sanitaire, l'article L.6 du Code de la commande publique stipule que la situation relevant d'un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité.

Afin d'apporter une réponse à la demande d'indemnisation légitime du délégataire et prenant en compte le caractère imprévisible de la crise sanitaire, il est proposé de lui accorder une prolongation de la durée d'exploitation pour lui permettre de dégager des recettes supplémentaires dans un contexte redevenu quasi normal.

Par ailleurs, eu égard à la nature et à la sensibilité particulières du service public concerné, il est nécessaire d'assurer sa continuité sur l'intégralité de l'année scolaire et donc de proroger le contrat jusqu'au 31 août 2022. En effet, il est inenvisageable d'interrompre en cours d'année les processus d'accueil du jeune enfant engagés par le délégataire. Or, dans le cas d'un changement de délégataire, plusieurs actions qui devront être entreprises impliquent inévitablement une fermeture de la structure. Ainsi, le nouveau délégataire devra notamment obtenir une nouvelle autorisation de fonctionnement auprès du Conseil départemental, conventionner auprès de la Caf, contractualiser avec toutes les familles ou encore reprendre les différents contrats d'exploitation (contrats de maintenance, prestataire alimentation, fournitures de consommables ...). Il devra par ailleurs signer les contrats de travail et entreprendre des modalités de reprise du personnel impliquant des temps d'échanges avec le personnel, indispensables pour la poursuite d'un accueil de qualité. En outre, le changement de délégataire pourra engendrer des changements dans les modalités de prise en charge des enfants (au niveau de l'organisation, de la pédagogie voire du personnel) qui, s'ils se mettent en place en cours d'année scolaire, seraient préjudiciables à la qualité de l'accueil.

De ce fait et afin d'assurer la nécessaire continuité du service public, il est donc proposé de proroger d'une année supplémentaire le contrat actuel dans le cadre d'un avenant, soit du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022.

Ainsi, sur le fondement des articles L.3135-1 R.3135-5 relatifs aux circonstances imprévues, il est proposé de modifier l'article et l'annexe suivants :

- Article 1.2 relatif à la formation, durée et prise d'effet. La durée de six ans est modifiée par sept ans avec une fin de contrat au 31 août 2022 au lieu du 31 août 2021 ;
- Annexe 10 relative au Compte d'Exploitation Prévisionnel.

Cet avenant a un impact de 17,84 % sur le chiffre d'affaires initial du contrat.
Les autres clauses du contrat restent inchangées.

La Commission de Délégation de Service Public a été consultée le 6 juillet 2021, conformément à l'article L.1411-6 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant de prolongation à la convention de délégation de service public de la crèche Josephine-Baker ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 7 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 3 août 2021

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 3 août 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant de prolongation
- Nouveau comptes d'exploitation prévisionnels

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210726-164014-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 03/08/21
Réception en Préfecture : 03/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.